

Collectif OTAN - AFGHANISTAN
NON A LA GUERRE - NON A L'OTAN
PAIX - LIBERTE - DEMOCRATIE

2001 – 2012 : 11 ANNEES DE GUERRE ET D'OCCUPATION

RETRAIT des troupes françaises D'AFGHANISTAN
et RECONSTRUCTION, maintenant !

Les 20 et 21 mai se tiendra à Chicago (USA) un sommet de l'Otan dont les objectifs sont :

1. d'obtenir une participation des membres de l'OTAN au maintien d'une présence militaire de l'OTAN en Afghanistan
2. d'obtenir une contribution financière maximale de l'Europe à l'effort de militarisation à travers le concept de « défense- intelligente »
3. d'assurer la promotion de l'intégration industrielle et transatlantique des industries d'armement afin d'accroître la cohésion politico-militaire de l'OTAN sur la base d'une domination technologique des USA au nom d'une parfaite compatibilité des équipements militaires.
4. d'avancer dans la mise en place du bouclier antimissiles autrefois appelé « guerre des étoiles » qui ne peut qu'aboutir à une reprise de la prolifération des armes nucléaires et met directement en cause le traité ABM (Anti-Balistic missile) signé entre la Russie et les USA.
5. d'adapter les politiques des États membres en ce qui concerne les armes nucléaires en tournant le dos au nécessaire désarmement nucléaire.

En appui aux organisations qui manifesteront le même jour à Chicago,

1. pour protester contre cette politique,
2. pour exiger le départ des troupes françaises d'Afghanistan après avoir réparé les dommages de guerre,
3. pour demander le retrait de la France des instances stratégiques de l'OTAN

Nous vous invitons au

Rassemblement

le 21 mai 2012 à 18h30

sur les marches de l'Opéra Garnier
(Place de l'Opéra à Paris)

www.otan-afghanistan.org

Le bilan

- un pays ravagé, des infrastructures détruites et un régime corrompu, contesté par une partie importante de la population qui vit plus mal aujourd'hui qu'en 2001 dont la situation économique et sociale ne cesse de s'aggraver depuis 2001

- une extension des combats au Pakistan (bombardements, assassinats ciblés, bavures) ayant pour conséquence de renforcer dans la population civile le rejet de l'intervention occidentale

- une région profondément déstabilisée, enjeu des rivalités des grandes puissances occidentales qui veulent contrôler cette zone stratégique et mettre la main sur les richesses de son sous-sol. L'opposition à cette guerre, depuis le début sous commandement des États-Unis, n'a cessé de grandir dans tous les pays membres de l'Otan qui y participent.

Comme toutes les forces de ces pays, qui exigent le retrait des troupes, nous refusons de soutenir la poursuite de cette guerre, au nom de la « lutte contre le terrorisme », terme qui veut masquer et nier l'opposition d'une très grande majorité de la population afghane à l'occupation de son pays. La guerre et l'occupation entraînent toutes les dérives en matière de violation des droits humains. Elles aggravent les conditions de vie des femmes afghanes et sont un obstacle au combat pour leur émancipation.

Avec la présidence de Nicolas Sarkozy, la France a renforcé son dispositif militaire et sa coopération avec l'Otan, sous direction étasunienne. L'armée française participe activement aux opérations militaires dont les principales victimes sont civiles. En même temps, le nombre de soldats français tués a augmenté, comme c'est le cas pour toutes les armées qui participent à l'occupation.

L'histoire a amplement démontré qu'une armée d'occupation, aussi puissante soit-elle, ne peut gagner la guerre « contre-insurrectionnelle » et tôt ou tard, les dirigeants politiques doivent trouver une issue pour se sortir du borbier.

C'est ce qu'Obama a fini par comprendre, après avoir renforcé la puissance militaire sur le terrain et essayé de « gagner les cœurs », en essayant d'acheter la confiance des habitants. L'échec de cette politique est patent.

Depuis 2010, des ONG travaillant en Afghanistan ont mis en garde les gouvernements occidentaux du risque d'une militarisation de l'aide au pays qui cherche des objectifs immédiats sans se préoccuper d'un développement à long terme. De plus, les ONG soutiennent que l'OTAN doit abandonner certains projets dangereux, comme par exemple les « initiatives communautaires de défense » impliquant l'appui des milices locales dans les combats menés contre les Talibans. L'ampleur de la crise économique a également pesé lourd dans l'annonce du retrait des troupes étasuniennes en 2014.

En France ...

Nicolas Sarkozy a dû suivre le même chemin, annonçant le retrait des troupes françaises. En attendant des centaines de milliards continuent à être consacrés à cette guerre, et à la formation des forces militaires et de sécurité afghanes, des sommes qui auraient permis de reconstruire le pays.

Après la mort de quatre soldats français tués par un militaire afghan, Nicolas Sarkozy s'est précipité à déclarer qu'un possible retrait avant 2014 pouvait être envisagé. Après toutes les pressions étasuniennes et de la part du Secrétaire général de l'OTAN, la France est revenue sur cette hypothèse. Une semaine après cet incident, un traité de coopération sur la coopération militaire et économique a été signé à Paris par les présidents Karzai et Sarkozy, liant les deux pays pour 20 ans. Ce traité prévoit notamment le maintien de conseillers militaires français au-delà de 2014 et la poursuite des actions de formation et d'entraînement des militaires et forces de sécurité afghanes ainsi qu'une coopération économique.

Un tel accord, signé avec un régime sans légitimité, renforcera la militarisation du pays aux prises déjà avec des nombreuses sociétés privées de sécurité et groupes armés en action.

Notre collectif milite depuis sa création en 2007 pour la fin de l'occupation de l'Afghanistan par les troupes étrangères, notamment françaises.

Il milite en faveur du retrait des troupes et pour qu'une aide internationale de grande ampleur soit apportée pour permettre au peuple afghan de reconstruire son pays détruit par cette guerre. Cette reconstruction doit être menée par l'ONU et non pas par la coalition militaire.

Il est solidaire du combat mené par les forces qui, dans les différents pays – notamment ceux de la coalition de l'Otan – militent pour mettre fin à la guerre et à l'occupation.

Notre collectif a pris position pour la sortie de la France de l'Otan, instrument militaire au service de la politique d'hégémonie des États-Unis et de leurs alliés.

Notre collectif a dénoncé la politique du fait accompli qui caractérise la politique en matière d'engagement militaire : le président de la République et son conseil de défense prennent seuls ce type de décision qui engagent notre peuple. Les parodies de débats parlementaires organisées après coup sont une caricature de débat démocratique, alors même que tous les sondages prouvent, mois après mois, année après année, que l'opinion est majoritairement en faveur du retrait des troupes françaises d'Afghanistan.

Nous considérons que dans le contexte de crise actuelle, les sommes affectées à ces opérations militaires sont inadmissibles : elles contribuent à aggraver le sort de toute une population, en l'occurrence le peuple afghan et, par ricochet, celui des peuples de la région et elles détournent des moyens, notamment financiers, de la nécessaire solidarité à développer en direction des populations civiles victimes de la crise.

Nous nous saisissons du contexte des élections présidentielles et législatives pour mettre dans le débat public toutes ces questions, qui ont une incidence majeure sur notre avenir.

Le Collectif Otan-Afghanistan a été créé en 2007 quand le Président N. Sarkozy annonçait le retour de la France dans les instances dirigeantes de l'Otan en même temps que l'envoi d'un contingent français en Afghanistan dans le cadre de l'Otan.